

## **MANIFESTE DE LA COMMUNAUTÉ ACADÉMIQUE ET SCIENTIFIQUE CONTRE L'INDICATION DU GÉNÉRAL ROBERTO PETERNELLI À LA PRÉSIDENTE DE LA FUNAI**

Nous soussignés, chercheurs et universitaires, manifestons avec véhémence contre la nomination imminente du général de la réserve Roberto Peternelli à la Présidence de la FUNAI. Au moment où les violences contre les peuples indigènes s'aggravent - comme le montrent le processus génocidaire en cours dans le Mato Grosso do Sul, les actions prédatrices des exploitants de bois dans le Maranhão, la criminalisation des leaders indigènes (Babau Tupinambá, entre autres) et tant d'autres violations -, le fait de militariser la politique indigéniste représente un recul qui entraînera des conséquences imprévisibles et catastrophiques pour ces peuples, comme l'ont exprimé respectivement l'Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (APIB) dans sa note du 30 juin 2016, et les fonctionnaires de la Fundação Nacional do Índio (FUNAI), le 1 juillet 2016.

Nous sommes effarés par la possibilité que la relation entre l'État et les peuples indigènes puisse à nouveau être fondée sur la logique de la sécurité nationale et le préjugé selon lequel les indigènes seraient une entrave au développement du pays.

Il est inacceptable que la politique indigéniste brésilienne soit dirigée par un militaire qui annonce publiquement son admiration pour le coup d'état de 1964. Face aux évidences présentées par la Comissão Nacional da Verdade (Commission qui a enquêté sur les crimes commis contre les civils pendant la dictature militaire), plus de 8300 indigènes ont été assassinés pendant la dictature. L'indication d'un général favorable à la politique répressive menée pendant cette sombre période est un violent affront aux peuples indigènes. De plus, Peternelli est affilié à un parti (PSC) qui appuie le Projet d'Amendement Constitutionnel (PEC 215) déléguant au pouvoir législatif la conduite des processus légaux de démarcation de Terres Indigènes (actuellement une prérogative de l'exécutif garantie par la Constitution), ce qui implique, dans la pratique, l'arrêt pur et simple des reconnaissances et même des révisions de terres autochtones au Brésil. De plus, l'indication de ce militaire s'est faite par l'intermédiaire de l'ex-ministre Romero Jucá, auteur du Projet de Loi PL1610/1996 autorisant l'exploitation minière en Terres Indigènes, et qui possède un long passé d'atteintes aux droits des peuples indigènes. Sa gestion en tant que Président de la FUNAI a été d'ailleurs marquée par plusieurs scandales financiers, et il est resté tristement connu pour avoir facilité les exploitations illégales du bois en terres autochtones. Le général Peternelli représente l'alliance perverse des

intérêts anti-indigènes liés aux lobbys parlementaires évangélistes, miniers et de l'agrobusiness.

Dans un contexte où les coupes budgétaires et la déstructuration programmée frappent la FUNAI, notamment *via* l'actuelle Commission parlementaire d'enquête ("CPI da FUNAI e do INCRA") menée par le lobby de l'agrobusiness, il est absolument indispensable que le futur Président ou Présidente de la FUNAI soit quelqu'un qui connaisse cette cause et qui soit appuyé par les mouvements indigènes. L'indication du général Peternelli est rejetée en bloc par ces mouvements et par tous ceux qui défendent les droits indigènes ainsi que leur garantie constitutionnelle. Alors que la déstabilisation institutionnelle est généralisée au Brésil, principalement en matière de démontage des politiques des Droits de l'homme et d'intensification des conflits fonciers, cette nomination représentera un recul notable qui, non seulement mettra en danger les avancées légales assurées par la Constitution de 1988, mais menacera directement la vie des peuples originaires. Nous avons de nombreuses raisons de craindre une recrudescence des politiques intégrationnistes, ethnocidaires et génocidaires qui entâchent de façon indélébile l'histoire du pays.

En défense des droits indigènes, nous disons NON au Général Peternelli. Pour une FUNAI consolidée et engagée en faveur des droits constitutionnels des peuples indigènes!  
Pour le droit de vivre!

Merci de signer le manifeste et de faire circuler dans vos cercles.